



Communiqué de presse

Toulouse, le 6 juillet 2021

- Avenir de la SAM à Viviez -

Carole Delga demande au Président de la République Emmanuel Macron et au groupe Renault de confirmer leur engagement auprès du futur repreneur de l'entreprise

Carole Delga, présidente de la Région Occitanie, particulièrement mobilisée depuis plusieurs mois sur le dossier de la reprise de la Société aveyronnaise de métallurgie (SAM) située à Viviez en Aveyron, et l'avenir industriel du bassin aveyronnais, a adressé le 1^{er} juillet un courrier au Président de la République. La présidente interpelle Emmanuel Macron sur l'impérieuse nécessité pour l'Etat et le groupe Renault de confirmer leur engagement auprès du futur repreneur de la SAM, afin d'éviter une fermeture sèche du site.

« Depuis son placement en redressement judiciaire le 13 décembre 2019, les salariés de la Société aveyronnaise de métallurgie (SAM), située à Viviez en Aveyron, peinent à obtenir des perspectives claires sur la reprise de leur entreprise et de leurs emplois. Trois repreneurs potentiels sont positionnés : deux groupes français (Groupe SIFA et les fonderies Trinquet) et un groupe espagnol (CIE). Ce dernier a retiré son offre récemment en raison d'une opposition des salariés face aux suppressions d'emplois prévues dans le projet industriel proposé » a rappelé Carole Delga.

La présidente poursuit : *« Les deux offres, telles qu'elles sont formulées, font appel à un accompagnement financier significatif des pouvoirs publics. La Région Occitanie s'est officiellement engagée à se mobiliser fortement pour l'accompagnement du futur repreneur du site quel qu'il soit et je tiens à vous affirmer qu'elle tiendra cet engagement. Le groupe Renault s'était également engagé, dans un premier temps, à augmenter son volume de commandes pour un montant de 10M€. Cet engagement n'a pas été renouvelé depuis le retrait de l'offre de CIE.*

Le Ministère de l'Economie a missionné un cabinet d'audit pour l'analyse des deux offres. Celle-ci génère une forte inquiétude auprès des salariés : ils craignent qu'il ne soit le prétexte à un désengagement de l'Etat et de Renault auprès du futur repreneur du site. Ils redoutent qu'un scénario de liquidation judiciaire, semblable à celui des fonderies MBF Aluminium, dans le Jura, ne se produise à Viviez. Cela serait un échec collectif grave dans un territoire où l'emploi industriel est déjà soumis à de vives tensions.

C'est pourquoi je souhaite vous interpeler sur l'impérieuse nécessité pour l'Etat d'accompagner le projet de reprise de la SAM, à nos côtés, et d'offrir au bassin de Decazeville et à ses habitants un avenir industriel. »

Avant de conclure : *« A l'heure où nous réfléchissons collectivement à la relocalisation de nos productions, au verdissement de notre industrie et à la construction d'une véritable souveraineté industrielle française et européenne, il est important d'agir pour en faire une réalité concrète. Nous le devons aux salariés et à nos concitoyens qui ne comprendraient pas une nouvelle fermeture de fonderie en France. »*

[Veuillez trouver en pièce jointe le courrier adressé au Président de la République, Emmanuel Macron.](#)

■ **Contact presse :**

Mathilde MASSON : mathilde.masson@laregion.fr - Tél. : 04 67 22 86 46 - Port. : 06 07 75 52 82
service.presse@laregion.fr - [@presseoccitanie](https://twitter.com/presseoccitanie)